



Pour publication immédiate

Paperasserie – Formulaire et fonctions dans l'administration des Premières Nations

6 mai, 2020 – Selon le plus récent rapport de l'Institut des politiques du Nord, les Premières Nations se heurtent à des obstacles lorsqu'il s'agit de demandes de fonds et de reddition de comptes.

Dans *Paperasserie – Formulaire et fonctions dans l'administration des Premières Nations*, l'autrice, Caitlin McAuliffe, explore un obstacle majeur pour les Premières Nations qui reçoivent des fonds : la reddition de comptes. En moyenne, une Première Nation soumet annuellement plus de 130 rapports portant sur le financement qu'elle a reçu. Cela crée un fardeau pour le personnel de la bande, lequel est déjà mis à rude épreuve. Bon nombre de ces rapports reprennent les mêmes renseignements, mais les modes de présentation varient. Cela signifie plus de travail pour la Première Nation, mais peu de valeur ajoutée pour le bailleur de fonds. En ce qui a trait aux rapports, il existe également un décalage entre la collectivité et le bailleur de fonds. Parfois, les objectifs communautaires du projet ne correspondent pas aux résultats que le bailleur de fonds souhaite obtenir. Cela signifie que les répercussions du projet ne sont jamais évaluées ou même communiquées.

Lors de la demande de financement, d'autres obstacles doivent être surmontés. De nombreux bailleurs de fonds ne financent que de grands projets d'immobilisation, ce qui laisse peu de possibilités de financement pour des projets de moindre envergure (mais tout de même essentiels). Un autre obstacle technique est que des fonds innovateurs exigent souvent un numéro de constitution en société, ce qui pose problème puisqu'une Première Nation n'est techniquement pas une entreprise, une municipalité, une personne ou un organisme sans but lucratif.

Un autre problème signalé dans les observations est la façon dont les données rapportées sont utilisées (ou non). Les données recueillies pourraient être très utiles aux Premières Nations, afin qu'elles voient ce qui fonctionne dans d'autres collectivités des Premières Nations. Les données de toutes les Premières Nations déclarantes ne sont toutefois pas compilées et publiées de manière qui facilite l'accès et la compréhension. Cela rend les données inutilisables pour ceux qui pourraient en bénéficier le plus, à savoir les Premières Nations elles-mêmes.

Certaines des recommandations clés du rapport suivent :



1. Renforcer les relations et les cadres de responsabilisation mutuels, par la création d'un organisme conjoint et régissant les relations entre les peuples autochtones et la Couronne, le tout piloté la notion d'autodétermination.
2. Mettre en place, avec les organismes de financement, un cadre de gouvernance et de confidentialité des données.
3. Avoir des outils de collecte et de gestion des données culturellement pertinentes.
4. Présenter des rapports sur les effets et des interprétations des données.

Pour en savoir davantage, lisez le rapport ici : <https://www.northernpolicy.ca/la-chasse-au-papier>

-30-

Entrevues par les médias : La directrice de la Recherche de l'IPN, Rachel Rizzuto, peut sur demande formuler des remarques. Afin d'obtenir une entrevue, veuillez communiquer avec la personne suivante :

Evelynn Hoffman
Agente de sensibilisation et de développement
ehoffman@northernpolicy.ca

À propos de l'auteur

Caitlin est originaire de Sudbury (Ontario). Elle est diplômée de l'Université Laurentienne, où elle a obtenu un B.A. avec une majeure en études sur les femmes, le genre et la sexualité, puis une mineure en études autochtones et en sociologie; elle possède aussi un certificat en méthodes de recherche sociale. À cela s'ajoutent un diplôme en développement social et communautaire autochtone du Georgian College ainsi qu'un diplôme en relations publiques du Humber College.

Caitlin a travaillé en développement communautaire à la bibliothèque publique et au canton d'Innisfil, puis comme assistante de recherche de premier cycle à l'Université Laurentienne. Elle se consacre à la recherche, à la planification et aux politiques, afin de résoudre des difficultés uniques du Nord ontarien.

Les domaines d'intérêt de Caitlin sont les affaires autochtones, la durabilité environnementale, l'équité entre les sexes et le développement économique. À part la recherche, elle aime faire du canoë et de la course à pied.



À propos de l'Institut des politiques du Nord

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des données probantes, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et à Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en matière de politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.